

REPORT DU PLAN GRAND ÂGE : La Fédération FO-SPSS dénonce une provocation et appelle à des mesures immédiates pour le secteur des EHPAD.

La Fédération FO-SPSS réagit avec une profonde inquiétude à l'annonce du report du plan Grand Âge, qui résonne comme une énième provocation et illustre une communication institutionnelle déconnectée des réalités du terrain. Cette décision démontre, une fois encore, l'absence de volonté politique de répondre aux besoins urgents de nos aînés et des professionnels qui les accompagnent au quotidien.

Un secteur plongé dans l'immobilisme malgré l'urgence démographique

Les reports successifs du plan Grand Âge maintiennent le secteur des personnes âgées dans l'immobilisme, alors même que tous les indicateurs attestent de l'ampleur des besoins actuels et à venir. Il suffit pour s'en convaincre (s'il le fallait encore !) de consulter la dernière étude de la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES) : à l'horizon 2050, la France comptera 2,8 millions de personnes âgées en perte d'autonomie, soit 738 000 de plus qu'aujourd'hui, et il faudra créer entre 156 000 et 202 000 emplois supplémentaires d'aides-soignants en EHPAD et d'aides à domicile pour faire face aux besoins !

Pour la Fédération FO-SPSS, le temps n'est plus aux tergiversations, il est à la construction immédiate des structures nécessaires et au renforcement des dispositifs de formation des futurs professionnels.

En 2018, la Fédération réclamait légitimement déjà 100 000 postes supplémentaires dans le secteur. Aujourd'hui, « la note a gonflé », et l'attentisme des gouvernements successifs pousse nos « seniors », et ceux qui vont le devenir, au bord du gouffre.

Qu'il s'agisse de former les soignants ou de bâtir de nouveaux établissements, il n'y a plus de temps à perdre. L'abandon progressif des politiques publiques en direction du grand âge est, à ce titre, particulièrement alarmant.

Une crise du grand âge qui est d'abord une crise du travail

Pour la Fédération FO-SPSS, la crise du grand âge est avant tout une crise du travail, marquée par :

- Des conditions d'exercice fortement dégradées ;
- Des sous-effectifs chroniques ;
- Une perte de sens professionnelle ;
- Une précarisation croissante des métiers du soin et de l'accompagnement ;
- Une qualité des soins et de prise en charge dégradée.

L'absence d'une véritable loi Grand Âge constitue ainsi bien plus qu'un simple défaut de planification administrative : elle représente une urgence sociale et humaine pour les agents du secteur.

Pour la Fédération FO-SPSS les réponses institutionnelles sont insuffisantes.

Depuis l'annonce du report, les prises de position des Fédérations d'employeurs, notamment la FHF, se sont multipliées. Si leurs inquiétudes sont réelles, la Fédération FO-SPSS constate que leurs propositions demeurent principalement centrées sur :

- Le financement des structures via une loi de programmation ;
- La planification des capacités ;
- La gouvernance territoriale ;
- Le développement du tout domiciliaire.

Pour FO-SPSS, une loi de programmation ne saurait constituer une garantie suffisante si elle reste contrainte par un ONDAM médico-social structurellement insuffisant, au risque de reproduire les limites des réformes précédentes.

Le développement du tout domiciliaire, dans un contexte de vieillissement de la population, de pénurie médicale, paramédicale et de personnels d'aide à domicile dont le statut est souvent très précaire, ne pourra se faire qu'avec des financements plus qu'ambitieux.

Pour FO les priorités sont claires : effectifs, statuts et conditions de travail.

La Fédération FO-SPSS affirme que la priorité doit être donnée à :

- La mise en place d'un ratio de qualité opposable (un agent pour un résident) ;
- La sécurisation des contrats de travail statutaires ;
- L'amélioration concrète des conditions de travail.

Ces mesures sont indissociables de la qualité de prise en charge des résidents et de la dignité des professionnels.

Pour FO il faut reconstruire une véritable politique publique du grand âge.

Au-delà de l'annonce d'un plan ou d'une loi, la Fédération FO-SPSS appelle à reconstruire une politique publique ambitieuse et attractive, fondée sur la reconnaissance pleine et entière des agents de la Fonction Publique Hospitalière. Ces professionnels assurent chaque jour la continuité du service public, le lien social et l'accompagnement digne de nos aînés.

La Fédération FO-SPSS revendique des décisions immédiates et structurelles pour répondre à l'urgence du grand âge.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 11 février 2026